

coup d'importance à bien des points de vue, monsieur l'Orateur. Je pense au nombre de domaines qui ont été effleurés par ceux qui ont étudié la question. C'est une expérience importante, assurément, parce qu'elle englobe la question de la prolifération et du contrôle des armes. A l'heure actuelle, à la conférence sur le désarmement qui se tient à Genève, les pays travaillent activement à la réduction des armements. Mais, monsieur l'Orateur, que penser d'une stratégie internationale de désarmement? Quelle est notre attitude à cet égard? Que penser d'un programme qui va plus loin que le désarmement des arsenaux actuels et qui veut prévenir l'établissement de nouveaux arsenaux. Un centre de ce genre pourrait, dans un esprit d'érudition et d'impartialité, poursuivre toute une gamme étendue d'études créatrices de ce genre.

En plus des problèmes directement reliés au désarmement, peut-être plus politiques qu'on ne s'en doute, l'université devra étudier aussi les problèmes à long terme susceptibles de surgir et l'expérience est d'autant plus importante qu'elle engloberait l'étude des questions écologiques dont j'ai parlé tout à l'heure. Elle nous permettrait de mettre au point et de formuler une stratégie internationale pour aborder et résoudre certains aspects du problème international de la pollution. En outre, il faudra étudier dans ce contexte une série de questions connexes du domaine économique, car parmi elles figure notamment l'utilisation des ressources naturelles.

A mon avis, on pourrait y avoir recours pour étudier l'ensemble du problème de la stabilité du commerce international, d'importance capitale pour les Canadiens et leurs partenaires commerciaux. Nous ne savons que trop bien, d'après notre expérience des huit derniers mois, à quel point cette stabilité est importante. Ces problèmes prennent beaucoup d'ampleur lorsque, en période de crises, nous devons les régler au moyen de palliatifs, pour parer au plus pressé.

Il est paradoxal qu'une Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement ait lieu actuellement à Santiago du Chili. Nous y avons envoyé une délégation dont le mandat n'est pas clair. Il n'a presque pas été question de ce que nous allons faire pour nous acquitter de nos responsabilités envers les 80 p. 100 de la population du globe qui se cherchent un rôle à jouer. Nous achetons de moins en moins des pays sous-développés et de plus en plus des pays industrialisés. Nous semblons nous éloigner d'une position susceptible d'ouvrir de véritables débouchés commerciaux aux pays sous-développés. Il est grand temps de nous rendre compte que nous avons besoin d'un plus grand nombre de solutions à court terme, de solutions de dépannage. Nous devons mieux planifier et trouver de meilleures réponses à ces questions. A mon avis, une université mondiale serait mieux en mesure d'entreprendre ces études.

Même à l'heure actuelle, nous examinons sérieusement—du moins, devrions-nous le faire—quelles modifications nous devrions apporter à la Charte des Nations Unies afin d'accroître son efficacité. La question de la révision de cette charte a été bien peu discutée chez nous. Elle n'en est pas pour autant moins urgente.

Lorsque nous parlons d'une université mondiale, nous ne parlons pas de l'institution classique qui délivre des diplômes. Nous songeons plutôt à un centre ou à un certain nombre de centres qui se consacraient à l'étude des problèmes d'importance primordiale pour l'existence et la survie de l'humanité. Comme le secrétaire général U Thant, je dirai qu'il ne s'agit pas d'une université au sens conventionnel du mot. Elle suppose un système souple qui

permette une meilleure collaboration entre les pays et une meilleure intégration des idées et des connaissances. M. Rickett l'a dit, nous avons besoin d'un moyen d'unir les ressources intellectuelles de l'univers, qui vienne parfaire notre propre travail en ce domaine. La position stratégique et internationale du Canada, qui, à certains égards, peut être qualifiée de délicate, rend cette initiative, selon moi, essentiellement importante.

En voici les raisons: Étant donné l'utilisation de plus en plus irréflectie et désordonnée des ressources dans le monde, les riches ressources du Canada risquent de susciter des difficultés réelles et une hostilité au sein de la communauté internationale. Je ne pense pas uniquement aux ressources en combustibles et en minéraux, mais à la plus vitale de toutes, l'eau. Nous devons surveiller l'utilisation de nos eaux dans un contexte international; autrement, nous pourrions nous exposer à de graves dangers sérieux. Or, comme le Canada doit toujours compter sur les échanges internationaux, il est clair que tout problème laissé sans solution pourrait provoquer une grave crise économique pour notre pays dans l'avenir. La participation même du Canada au contrôle des armes donne une dimension fondamentale au rôle que notre pays joue dans la recherche et l'adoption de stratégies en vue du contrôle de l'armement.

Il est encore plus important pour nous de songer à établir une politique internationale en ce qui concerne la jeunesse. Comme notre population est fondamentalement jeune, notre participation à des programmes internationaux pour les jeunes serait une initiative nécessaire et valable.

Au fond, monsieur l'Orateur, l'établissement de ce centre, de cette université mondiale, serait un pas gigantesque vers la solution de nombre de nos problèmes fondamentaux.

M. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Monsieur l'Orateur, je tiens à féliciter le député d'Egmont (M. MacDonald) d'avoir présenté un avis de motion à la Chambre et de nous avoir donné l'occasion de débattre cette question très importante. Les gens ont malheureusement tendance à oublier les affres de la guerre lorsqu'ils ne sont pas en cause ou menacés directement. Si nous voulons faire quelque chose à ce sujet et maintenir la paix, nous devons agir avant de nous retrouver au seuil d'un conflit.

Dans son avis de motion, le député dit que, pour poursuivre les objectifs des Nations Unies, nous devrions créer au Canada un centre mondial qui administrerait et coordonnerait des études dans les trois domaines suivants: a) les relations internationales et la paix b) l'ensemble des problèmes du développement, et c) l'environnement. Monsieur l'Orateur, je n'ai pas interprété cet avis de motion comme une recommandation portant création d'une université mondiale, comme l'a dit le député qui l'a présenté. D'après moi, l'avis de motion recommande la création d'un centre international de recherche sur la paix, le développement et l'environnement; c'est dans cette optique que j'en parlerai.

J'aborderai chacune des trois parties que comprend l'avis de motion. Je signale, d'abord, que j'appuie entièrement la proposition de la partie a) de la motion. Il est déplorable qu'au Canada et dans le monde on consacre à la recherche des millions, voire des milliards, de dollars pour l'appareil militaire et presque rien pour la paix. Au Canada, le Canadian Peace Research Institute se penche sur ces questions, mais il s'agit d'un organisme privé dont le budget est minime et auquel l'État accorde peu d'appui,